



## Conseil économique et social

Distr. générale  
5 décembre 2011  
Français  
Original: anglais

---

### Commission économique pour l'Europe

#### Comité du commerce

#### Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques

##### Dix-huitième session

Genève, 15-17 février 2012

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

##### Recommandations et normes du CEFACT-ONU

### Note explicative relative au projet de recommandation n° 37

#### Soumise par le Bureau du CEFACT-ONU pour discussion

##### *Résumé*

Le présent document expose l'historique de l'élaboration et l'état actuel du projet de recommandation n° 37 relative à l'interopérabilité des documents numériques signés.

Les délégations sont invitées à faire le point sur l'état du projet et à donner des orientations quant à la suite à lui donner.

1. Le projet de recommandation relative à l'interopérabilité des documents numériques signés, c'est-à-dire le projet de recommandation n° 37, décrit une voie d'approche en matière de sécurité des messages et d'interopérabilité. D'autres méthodes peuvent aboutir aux mêmes résultats fonctionnels.

## **I. Texte initial**

2. Le Groupe de travail de l'architecture et de la construction (TBG6) du CEFACT-ONU a présenté, pour approbation à la seizième session du CEFACT-ONU, le projet initial de la recommandation n° 7 relative à l'«Interopérabilité des preuves numériques signées» dans le document ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/14, du 27 septembre 2010.

3. Lors de la session, la délégation de la Fédération de Russie a signalé que la traduction en russe de la recommandation avait été communiquée trop tard pour permettre l'achèvement de l'examen national en temps utile dans la perspective de la Plénière. Elle demandait par conséquent que la recommandation soit de nouveau soumise pour approbation durant l'intersession.

4. La Plénière a donc décidé de soumettre aux États membres le projet de recommandation n° 37 pour approbation durant l'intersession, la période d'approbation prenant fin le 11 février 2011 (Décision 10-04). Toutes les délégations pourraient ainsi faire part de leurs observations relatives à ces documents.

## **II. Processus d'approbation durant l'intersession**

5. Le secrétariat a annoncé le 16 février 2011 que la période d'approbation intersessions pour la recommandation n° 37 avait pris fin et qu'il avait reçu des observations du Canada, des États-Unis et de la Fédération de Russie. Le projet de recommandation ferait donc l'objet d'un nouvel examen.

## **III. Dix-septième session du CEFACT-ONU, juillet 2011**

6. Lors de la réunion, le Président du Groupe de gestion du Forum (FMG) a informé les délégations qu'un changement avait été apporté à l'ordre du jour, à savoir que le projet de recommandation n° 37 (document ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/14) avait été soumis pour examen, et non pour approbation. Les participants ont été invités à examiner le projet afin d'étudier différentes options, y compris la possibilité de le retirer, de prolonger jusqu'au 12 septembre la période prévue pour les observations dans le cadre du PEO ou d'élargir le champ d'application du projet dans un deuxième temps.

7. Au cours du débat qui a suivi, la délégation des États-Unis a préconisé le retrait de la recommandation n° 37 qui, selon elle, sortait du cadre des compétences techniques et du programme de travail du CEFACT-ONU. Elle ne souscrivait pas à l'idée d'un élargissement du champ d'application de la recommandation.

8. La délégation néerlandaise avait pensé qu'après la Réunion mondiale d'experts en mars 2011 le projet de recommandation aurait été renvoyé à l'équipe de projet pour une mise à jour.

9. La délégation française a instamment demandé qu'une décision définitive soit prise en temps voulu pour la dix-huitième session de la Plénière.

10. La délégation russe a accepté l'idée de prolonger la période prévue pour les observations, la version révisée du texte devant être envoyée aux délégations suffisamment à l'avance et devant comporter des indications claires des révisions.

11. Le représentant de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) a jugé souhaitable de prolonger la période prévue pour les observations (de façon à pouvoir inclure des références détaillées aux normes ISO) ou d'élargir le champ d'application du projet.

12. La Plénière a décidé de prolonger jusqu'au 12 septembre 2011 la période d'examen de la recommandation n° 37 dans le cadre du processus d'élaboration ouvert. Elle a invité les délégations à envoyer leurs observations à l'équipe de projet, qui y répondra avec pour objectif de soumettre à la prochaine session de la Plénière une version révisée (Décision 11-8).

#### **IV. Période d'examen – août-novembre 2011**

13. En août 2011, le Bureau a demandé à l'équipe de projet d'organiser des consultations au sujet de la recommandation. En septembre et en octobre, au cours d'une série de réunions par téléphone, les observations reçues du Canada, des États-Unis, de la Fédération de Russie et du Japon ainsi que de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) ont fait l'objet d'un échange de vues.

14. La révision en cours du projet tient compte des observations relatives au contenu qui ont été communiquées avant (et après) la prolongation de la durée de l'examen public (septembre 2011).

15. De manière générale, les observations se répartissaient en trois catégories:

- Les questions de technologie (neutralité, infrastructure à clef publique, certificats, etc.);
- Les aspects juridiques (implications, choix des mots, etc.);
- Le champ d'application (technique/organisationnel et juridique, géographie, etc.).

16. Les observations ont été prises en compte comme suit dans l'actuel projet de recommandation:

- S'agissant des questions de technologie:
  - Les annexes qui, en raison de leur volume, faisaient apparaître la recommandation comme un document technique ont été enlevées. De ce fait le texte est dorénavant beaucoup plus court;
  - Les termes techniques qui subsistaient ont été supprimés ou changés. Par exemple le mot «Certificat» (qui pour beaucoup laissait supposer la mention d'une infrastructure à clef publique) a été remplacé par «Identité numérique»;
- S'agissant des aspects juridiques, l'équipe de projet a procédé à des changements importants:
  - Elle a remplacé l'intitulé de la recommandation qui était «Recommandation relative à l'interopérabilité des preuves numériques signées» par «Recommandation relative à l'interopérabilité des documents numériques signés»;

- Elle a remplacé les termes «Signataire» et «Certificateur» par «Signataire présumé» et «Certificateur présumé». Ce changement est très important car il met en évidence que la recommandation ne se fonde pas sur l'hypothèse que l'identité ou la signature numérique est une identité ou signature au sens juridique du terme;
- Elle a ajouté des mises en garde et dénis de responsabilité très clairs et spécifiques indiquant que la recommandation ne porte pas sur des questions juridiques mais qu'il en est tenu compte;
- S'agissant du champ d'application, la principale observation préconisait que la recommandation porte non seulement sur les aspects fonctionnels mais aussi sur les aspects juridiques et les questions d'organisation; cependant, l'équipe de projet a estimé que cela n'était ni possible, ni souhaitable.

## V. État d'avancement

17. Au cours de la dix-septième session de la Plénière et des délibérations qui ont suivi, un certain nombre d'États membres et d'organisations intergouvernementales ont porté à la connaissance du Bureau des projets qui avaient un lien avec les travaux de l'équipe de projet. Les importantes discussions concernant cette question font clairement apparaître les diverses et multiples implications d'une telle recommandation.

18. Le Bureau a débattu de l'état du projet de recommandation et des différents moyens de traiter les questions de principe qui y étaient associées. Il souhaite vivement faire en sorte que les travaux de l'équipe de projet concernant le projet de recommandation contribuent à la réalisation d'un ensemble complet de recommandations relatives à l'interopérabilité de documents signés dans lequel ils seraient intégrés.

19. C'est pourquoi, le Bureau a commencé à envisager les prochaines étapes possibles. Plus particulièrement, il étudie actuellement les observations du Groupe de travail IV – commerce électronique – de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) concernant les implications sur le plan des politiques.

20. Des échanges de vues ont également eu lieu avec des organismes de normalisation tels que le TC 154 de l'ISO sous la conduite du Groupe de gestion des signataires du Mémoire d'accord (MOUMG) ainsi qu'avec l'Institut européen des normes de télécommunication.

21. Le Bureau rendra également compte de ces échanges de vues et des prochaines étapes au cours du débat au titre de ce point de l'ordre du jour à la dix-huitième session de la Plénière.

---